



**Maître d'Ouvrage :**

INSERM Délégation Régionale Paris IDF  
Centre Est - Biopark – Bâtiment A  
8, rue de la Croix Jarry  
75013 PARIS

**Affaire :**

Laboratoire L3 existant au R+7 du bâtiment R.  
Kourilsky

**Dossier de Consultation des**  
**Entreprises**  
**LOT N°03 PEINTURE / REVETEMENT**  
**DE SOL**

- Equipe de maîtrise d'œuvre -

**Maitre d'œuvre :**

C.I. Tech  
1 rue de Terre Neuve –  
Bâtiment J  
91940 Les Ulis  
Tel 01.60.14.50.70  
[contact@c-i-tech.com](mailto:contact@c-i-tech.com)

*AFFAIRE N°485 – Mai 2022*

*Références documents : 485-A-CCTP Lot n°03 –  
Peinture - Revêtement de sol*

Approbation INSERM  
Délégation Régionale Paris  
IDF Centre Est  
Date, Cachet, Signature

## Table des matières

1	Généralités.....	4
1.1	Présentation.....	4
1.2	Prestations à la charge de l'entrepreneur du présent marché .....	4
1.3	Documents de Référence.....	5
1.4	Règlementations générales .....	6
1.5	Assurances et garanties .....	6
1.6	Spécifications concernant les documents de référence contractuels...	7
1.7	Règlementations concernant les matériaux et produits .....	8
1.8	Réglementation sécurité incendie .....	9
1.9	Règlementations concernant la santé et la sécurité des ouvriers sur le chantier.....	9
1.10	Règlementations concernant les déchets et les bruits de chantier ...	9
1.11	Connaissance de l'ensemble du projet.....	10
1.12	Documents de référence contractuels.....	10
1.13	Pièces à fournir par l'entrepreneur .....	15
1.14	Études techniques - Plans d'exécution - Plans de réservations .....	16
2	Spécifications techniques générales Peinture/Revêtement de sol.....	17
2.1	Responsabilité de l'entrepreneur.....	17
2.2	Contrôle et réception des matériaux sur chantier.....	17
2.3	Échantillons.....	17
2.4	Choix des teintes et/ou décors .....	17
2.5	Choix des produits .....	18
2.6	Revêtement de sol.....	18
2.6.1	Spécifications particulières des matériaux et produits de revêtements de sol....	18
2.6.2	Spécifications particulières concernant les autres matériaux et produits .....	21
2.6.3	Réaction au feu des revêtements .....	21
2.6.4	État du chantier.....	22
2.6.5	Supports livrés au présent lot .....	22
2.6.6	Travaux préparatoires.....	23
2.6.7	Tolérance d'exécution des revêtements de sol .....	24
2.6.8	Règles de mise en œuvre des revêtements de sol.....	24
2.6.9	Prescriptions diverses pour la mise en œuvre des revêtements de sol minces ...	25
2.6.10	Caractéristiques des revêtements de sols finis .....	26
2.6.11	Nettoyage et protection des revêtements finis.....	26
2.6.12	Entretien .....	27
2.7	Peinture.....	27

2.7.1	Sujétion particulières liées aux ouvrages de peinture .....	27
3	Description des ouvrages.....	29
3.1	Etat des lieux .....	29
3.2	Installation de chantier.....	29
3.2.1	Respect du voisinage .....	29
3.2.2	Evacuation des gravois / Approvisionnement chantier. ....	29
3.2.3	Base vie .....	29
3.2.4	Bennes à gravois.....	29
3.3	Description des ouvrages revêtement de sol.....	29
3.3.1	Dépose/Evacuation.....	29
3.3.2	Préparation des supports.....	29
3.3.3	Mise en œuvre d'un revêtement de sol.....	30
3.4	Description des ouvrages peinture .....	30
3.4.1	Peinture de sol .....	30
3.4.2	Vernis sur menuiseries bois.....	30
3.4.3	Peinture sur métaux .....	31
3.5	Revêtements muraux.....	31
3.6	Révision protections murales .....	31
3.7	Etiquetage .....	31
3.8	Nettoyage .....	31
3.9	Compte prorata .....	32
3.10	Limites de prestations .....	32

# 1 Généralités

## 1.1 Présentation

Le présent document définit les travaux qui seront à réaliser du réaménagement du laboratoire L3 implanté au 7<sup>ème</sup> étage de la tour R. KOURILSKY sur le site de l'hôpital Saint Antoine à Paris. Ce laboratoire dépend de l'Inserm Délégation Régionale Paris-IDF Centre Est.

### **Situation :**

Inserm sur le site de l'hôpital Saint Antoine  
34 rue Crozatier  
Bâtiment R. KOURILSKY  
75012 PARIS

### **Bureau d'Étude Technique :**

C.I. Tech  
1 rue de Terre Neuve – Bâtiment J  
91940 LES ULIS

### Caractéristiques du site

Les entreprises interviendront au 7<sup>ème</sup> étage d'un bâtiment en zone occupée.

Classement du bâtiment : code du travail

Les locaux sont réputés exempts de plomb et d'amiante.

### Étendue des travaux :

Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de ce marché sont essentiellement les suivants :

- Mise en œuvre d'un revêtement de sol,
- Mise en œuvre de peinture de sol,
- Mise en œuvre de revêtements muraux.

## 1.2 Prestations à la charge de l'entrepreneur du présent marché

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprennent implicitement :

- L'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantier ;
- La fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages et installations de son marché ;
- L'établissement des plans de réservation ;
- La réception de l'état des supports en présence du maître d'œuvre et de l'entrepreneur ayant réalisé les supports ;
- Le nettoyage des supports et l'enlèvement des déchets ;
- Le ou les plans d'appareillage et de calepinage ;
- Tous agrès ou dispositifs mécaniques nécessaires à l'exécution des travaux.
- La fixation par tous moyens avec tous accessoires nécessaires de ses ouvrages et équipements ;
- Les démarches et relations avec les services du distributeur ;
- La fourniture des « Attestations de conformité » ;

- Le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur.
- La fourniture et pose des couvre-joints ou autres dispositifs au droit des joints de dilatation, le cas échéant ;
- La fourniture et mise en place des matelas isolants le cas échéant ;
- La fourniture et l'installation des barrières coupe-feu et/ou acoustiques selon le cas ;
- Les sujétions imposées par les impératifs des autres corps d'état ;
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- Le nettoyage des ouvrages finis pour la réception sans aucune tache ou autre
- La protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- L'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à la charge de l'entrepreneur ;
- La protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent lot ;
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au maître d'ouvrage à la réception des travaux ;
- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- Et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;
- Les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- Le ramassage et la sortie des déchets et emballages ;
- Le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur ;
- La remise au maître d'ouvrage lors de la réception de la (ou des) notice(s) d'entretien.
- Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat, c'est-à-dire :

Il devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des installations en complet et parfait état de fonctionnement en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document, et il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires quelles qu'elles soient pour obtenir ce résultat.

### 1.3 Documents de Référence

Les documents de référence sont :

- ✓ Se reporter au CCTL

#### 1.4 Réglementations générales

L'entrepreneur devra impérativement respecter toutes les prescriptions, spécifications et autres de cette réglementation, applicables aux travaux du présent marché, dont notamment les suivants :

- Code civil.
- Code de la construction et de l'habitation.
- Tous les autres codes.
- Code général des collectivités territoriales.
- Code des communes.
- Code de la santé publique.
- Code de l'environnement.
- Code de l'urbanisme.
- Code rural.
- Code du travail.
- Tous les autres codes applicables.
- Règlement sanitaire national et/ou départemental.
- Réglementation sécurité incendie.
- Textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier, etc.

L'entrepreneur se référera, le cas échéant, aux clauses communes à tous les lots (CCTL) pour plus de précisions.

##### Procédés et produits de techniques non courantes :

- Avis techniques.
- Procédure ATEEx.

L'entrepreneur se référera, le cas échéant, aux clauses communes à tous les lots (CCTL) pour plus de précisions.

#### 1.5 Assurances et garanties

Pour les travaux de peinture, le ou les fabricants et l'entrepreneur doivent engager leur responsabilité et accorder leur garantie au maître d'ouvrage.

##### Garantie du fabricant :

Les produits des fabricants sont couverts, dans le cadre de la responsabilité civile fabricant, par une garantie « produits » couvrant les vices de fabrication qui pourraient affecter leur bonne tenue ou leur efficacité.

Dans ce cas, la garantie couvre le remplacement du produit et la prise en charge des frais occasionnés par ce remplacement.

### Garantie de l'entrepreneur :

La garantie de l'entrepreneur est régie par la loi du 4 janvier 1978 (article 1792 du Code civil). Cette loi lui impose :

- Une garantie de bon fonctionnement de deux ans à dater de la réception du chantier pour les revêtements ayant une fonction décorative : produits de façades de classe D et gamme décorative ;
- Une garantie décennale à dater de la réception du chantier pour les revêtements ayant également une fonction technique : revêtements de façades de classes I et T.

La mise en œuvre des revêtements techniques doit faire l'objet d'une déclaration de cette activité à l'assureur.

La mise en œuvre de revêtements dits de « technique non courante » (procédés hors DTU par exemple) nécessite la souscription de garanties complémentaires à la décennale de base de l'entrepreneur.

### Garantie contractuelle de bonne tenue :

Fabricant et entrepreneur peuvent prolonger conjointement la durée de garantie légale des gammes décoratives et des revêtements de façades de classe D pour la porter à cinq ou dix ans dans le cadre d'un marché de travaux.

Cette garantie optionnelle est alors souscrite par l'entrepreneur auprès du fabricant lorsque le maître d'ouvrage l'exige.

Pour certains revêtements, cette prolongation de garantie peut se faire par la souscription d'un contrat d'entretien périodique.

## 1.6 Spécifications concernant les documents de référence contractuels

### Connaissance des réglementations et des documents contractuels :

L'entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les DTU et normes, il faut entendre tous les fascicules, additifs, errata, modificatifs, etc., connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes dans le CCAP.

Dates de prise d'effet des CCAG, DTU, normes, etc.

Pour les marchés privés, article 8.1.3 du CCAG :

- Les normes applicables sont celles dont le mois de prise d'effet figurant sur le document est antérieur de trois mois à celui du lancement de la consultation, sauf indication contraire indiquée dans les normes.

### Remarque :

Au sujet des DTU, normes, certifications, labels et autres textes visés ci-avant, il est bien ici précisé qu'en cas de discordance entre les spécifications, prescriptions ci-après du présent CCTP et celles de documents ci-avant, l'ordre de préséance sera celui énoncé dans la partie « Clauses communes ».

## 1.7 Réglementations concernant les matériaux et produits

### Avis techniques :

Pour tous les matériaux et produits qui relèvent de la procédure de l'Avis technique, il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un Avis technique.

L'entrepreneur devra toujours fournir l'Avis technique en cours de validité pour les matériaux et produits concernés.

### Agréments ou procès-verbaux d'essais :

Les agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être exigés de l'entrepreneur pour des produits ou procédés dits de « techniques non courantes » ne faisant pas l'objet d'un Avis technique ni de procédure ATex.

Ces agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être délivrés par des organismes agréés tels que le CEBTP, le LNE, le Bureau Veritas, etc.

### Marques de qualité :

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du marché, faisant l'objet d'une marque NF, d'un label ou d'une certification, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

### Marquages de qualité européens :

- Directive européenne 89/106 dite DPC « Directive produits de construction » - CSTB.
- Euro-classes - réaction au feu (CSTB) :
  - Classement des matériaux selon leur réaction au feu ;
  - Classement des revêtements de sol selon leur réaction au feu.
- ATE : Agrément technique européen.
- Euro-Agrément : Procédure constituant un prolongement des agréments nationaux existants.
- Marquage CE : Ce marquage ne peut en aucun cas remplacer une marque de qualité, le fabricant appose ce marquage sous sa seule responsabilité.

### Autres certifications ou labels :

Pour tous les matériaux et produits ayant fait l'objet d'une « Certification » ou d'un « Label » de qualité, il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux ou produits titulaires de cette certification ou de ce label.

Pour le présent lot, les matériaux et produits concernés sont notamment les suivants :

- Adhésifs pour revêtements de sol plastiques : Certification no B01, organisme certificateur : CEBTP.

Les matériaux et produits considérés devront comporter une étiquette portant toutes les indications exigées.



### Certification ISO 9000 :

Dans les fiches d'information sur un produit apparaît très souvent la référence à une certification ISO 9000.

Cette certification ne concerne pas les performances du produit fini. Elle garantit seulement que tous les produits sortant de fabrication ont une qualité conforme à celle du modèle annoncé certifié ou non.

### Certification des performances acoustiques aux bruits de choc :

Un projet de « Certification CSTBat » - Performance acoustique au bruit de choc, est en cours.

Cette certification concernera de façon générale les revêtements de sol manufacturés en plastique ou assimilés et en textiles, ainsi qu'aux sous-couches isolantes manufacturées.

La certification constatera la conformité du produit et certifiera la performance acoustique au bruit de choc sous forme de l'efficacité acoustique normalisée  $\Delta L$  exprimée en dB(A).

Cette certification sera applicable au présent marché dès sa date de parution.

## 1.8 Réglementation sécurité incendie

L'entrepreneur devra dans tous les cas respecter la réglementation concernant :

- La réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;
- Le comportement au feu des ouvrages en place.

L'entrepreneur se référera, le cas échéant, aux clauses communes à tous les lots (CCTL) pour plus de précisions.

## 1.9 Réglementations concernant la santé et la sécurité des ouvriers sur le chantier

- Sécurité et protection de la santé sur le chantier.
- Sécurité des ouvriers lors des travaux de terrassements.
- Sécurité des ouvriers contre les chutes.

L'entrepreneur se référera, le cas échéant, aux clauses communes à tous les lots (CCTL) pour plus de précisions.

## 1.10 Réglementations concernant les déchets et les bruits de chantier

### Déchets de chantier :

La gestion des déchets de chantier devra respecter la réglementation en vigueur à ce sujet, notamment :

- Loi no 92-646 du 13 juillet 1992, modifiant la loi no 75-633 du 18 juillet 1992.
- Loi no 94-609 du 13 juillet 1994.

### Ainsi que :

- Décret du 15 mai 1997.
- Circulaire du 15 février 2000.
- Décret no 2002-540 du 18 avril 2002 transposant, d'une part, la décision 2001/573/CE, et d'autre part, la décision 91/689.

### Bruits de chantier :

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- Loi no 92-1444 du 31 décembre 1992, dite « Loi bruit », avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit.
- Ainsi que tous les articles des différents codes, et tous les décrets, arrêtés, circulaires, etc., dont plus particulièrement :
- L'arrêté du 12 mai 1997 pris en application de la directive 84/532/CEE du 17 septembre 1984 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier, relatif à la limitation des émissions sonores cités dans le CCTL.
- Ainsi que tous autres textes réglementaires parus à ce sujet depuis le 13 mai 1997.

#### 1.11 Connaissance de l'ensemble du projet

L'entrepreneur prendra connaissance de la partie du C.C.T.P. le concernant, mais aussi de l'ensemble des C.C.T.P. et des documents annexes joints au projet, afin d'être bien éclairé sur la partie qu'il a à traiter, certains travaux pouvant demander le concours de différents corps d'état pour leur achèvement.

De la sorte, il ne devra rien ignorer de ses obligations et de celles particulières à certain corps d'état en liaison directe avec l'exécution de ses travaux.

En conséquence, il est entendu que l'Entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des constructions projetées, et ne pourra, sous aucun prétexte arguer d'insuffisance de renseignements ou d'omissions quelconques dans les C.C.T.P. et plans pour obtenir une indemnité supplémentaire au prix global forfaitaire prévu à son marché

#### 1.12 Documents de référence contractuels

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre aux clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui sont applicables aux travaux du marché, dont notamment les suivants :

- ✓ DTU/CCTG.
- ✓ Normes.
- ✓ Règles de calcul.
- ✓ Cahiers des prescriptions communes.
- ✓ Règles professionnelles.
- ✓ Textes législatifs et textes réglementaires.
- ✓ Directive européenne « Produits de construction ».

Les documents contractuels applicables aux travaux du présent marché sont cités ci-après au présent CCTP.

Néanmoins, l'entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les documents contractuels énumérés ci-dessus applicables aux travaux de son marché.

Les DTU applicables aux travaux du présent marché en tout ou en partie selon leur domaine d'application, sont les suivants.

### DTU :

- DTU 26.2 : Chapes et dalles à base de liants hydrauliques
  - NF DTU 26.2, (P14-201), Travaux de bâtiment - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 1-1 : cahier des clauses techniques - Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux - Partie 2 : cahier des clauses administratives spéciales types - Référence commerciale des parties P1-1, P1-2 et P2 du DTU 26.2 d'avril 2008, Avril 08
  - NF P61-203, (P61-203), Partie commune au DTU 26.2 et au DTU 52.1 - Mise en œuvre des sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottantes et sous carrelage - Cahier des clauses techniques, Déc. 03
- DTU 53.2 : Revêtements de sols plastiques collés
  - NF DTU 53.2, (P62-203), Travaux de bâtiment - Revêtements de sol PVC collés - Partie 1-1 : cahier des clauses techniques - Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux (CGM) - Partie 2 : cahier des clauses spéciales - Référence commerciale des parties P1-1, P1-2 et P2 du DTU 53.2 d'avril 2007, Avril 07
- DTU 59.1 : Travaux de peinture des bâtiments
- DTU 59.2 : Revêtements plastiques épais sur béton et enduits à base de liants hydrauliques.
- DTU 59.3 : Peinture de sols
- DTU 59.4 : Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux
- DTU 25.1 : Enduits intérieurs en plâtre
- DTU 25.31 : Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre-Exécution des cloisons en carreaux de plâtre
- DTU 25.42 : Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwiches - plaques de parement en plâtre-isolant

### Normes :

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront notamment répondre aux normes suivantes, pour les parties applicables aux travaux du présent marché.

#### Classification des normes :

- NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne.
- NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale.
- NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale.
- NF : norme française.
- CEI : norme européenne (Commission électrotechnique internationale)
- Spécifications d'usage de produits finis et méthodes d'essais,
- Systèmes et spécifications des peintures
- Préparations des subjectiles acier avant peinture par projection
- Revêtements muraux en rouleaux
- Structures en acier
- Revêtements de sol souple
  - NF EN 651 (juin 2011) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur mousse – Spécifications (Indice de classement : P62-302)
  - NF EN ISO 10595 (février 2013) : Revêtements de sol résilients – Carreaux semi-flexibles/vinyle (VCT) en poly (chlorure de vinyle) Spécifications (Indice de classement : P62-305)
  - NF EN 13413 (février 2002) : Revêtements de sol résilients – Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur semelle en fibre minérale - Spécifications (Indice de classement : P62-306)

- Revêtements de sol caoutchouc
  - NF EN 14521, (P62-205), Revêtements de sol résilients - Spécification des revêtements de sol lisses en caoutchouc avec ou sans sous-couche en mousse et avec couche décorative, Sept. 04
  - NF EN 1816, (P62-200), Revêtements de sol résilients - Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc lisse avec semelle en mousse, Sept. 10
  - NF EN 1817, (P62-201), Revêtements de sol résilients - Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc lisse, Sept. 10
  - NF EN 12199, (P62-204), Revêtements de sol résilients - Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc à relief, Sept. 10
- Revêtements de sol linoléum
  - NF EN 669, (P62-505), Revêtements de sol résilients - Détermination de la stabilité dimensionnelle des dalles de linoléum due aux variations de l'humidité atmosphérique, Déc. 97
  - NF EN 670, (P62-500), Revêtements de sol résilients - Identification du linoléum et détermination de la teneur en ciment et du taux de cendres, Déc. 97
  - NF EN 688, (P62-503), Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum sur liège, Juil. 11
  - NF EN 686, (P62-501), Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum uni et décoratif sur sous-couche en mousse, Déc. 11
  - NF EN 687, (P62-502), Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum uni et décoratif sur support en composition de liège, Juil. 11
- Matériaux pour chapes aux liants hydrauliques
  - NF P 15-301 : Liants hydrauliques - Définitions, classification et spécifications des ciments.
- Adjuvants pour mortiers de chape
  - NF P 18-333 : Adjuvants pour bétons, mortiers et coulis - Fluidifiants.
  - NF P 18-334 : Adjuvants pour bétons, mortiers et coulis - Hydrofuges de masse.
  - NF P 18-336 : Adjuvants pour bétons, mortiers et coulis - Réducteurs d'eau - Plastifiants.
- Adhésifs et colles
- Comportement électrostatique des revêtements de sols
- Isolation acoustique des planchers
- Normes diverses
  - NF P92-506, (P92-506), Bâtiment - Essais de réaction au feu des matériaux - Essai au panneau radiant pour revêtements de sol, Déc. 85
  - NF EN 1008, (P18-211), Eau de gâchage pour bétons - Spécifications d'échantillonnage, d'essais et d'évaluation de l'aptitude à l'emploi, y compris les eaux des processus de l'industrie du béton, telle que l'eau de gâchage pour béton (Tirage 2 (2006-06-01)), Juil. 03
  - NF P92-501, (P92-501), Sécurité contre l'incendie - Bâtiment - Essais de réaction au feu des matériaux - Essai par rayonnement applicable aux matériaux rigides ou rendus tels (matériaux de revêtement collés) de toute épaisseur et aux matériaux souples d'épaisseur supérieure à 5 mm, Déc. 95

- Travaux de peinture
  - NF T 30-001 : Définitions techniques des peintures et travaux de peinturage
  - NF T 30-804 : Spécifications des peintures microporeuses
  - NF 30-805 : Guide relatif aux produits de peinture
  - NF 31-004 : Pigments - Minium pour peintures
  - NF 31-805 : Classifications de peintures, vernis et produits connexes
  - NF T30-806 : Peintures et vernis - Travaux de peinture des bâtiments - Schéma de contrat d'entretien périodique
  - NF EN 21512 : Peintures et vernis - Echantillonnage des produits sous forme liquide ou en pâte
  - NF EN 234 : Revêtements muraux en rouleaux - Spécification pour revêtements muraux pour décoration ultérieure + Amendement A1 (décembre 1996) (Indice de classement : D63-003)
  - NF EN 15102+A1 (novembre 2011) : Revêtements muraux décoratifs - Rouleaux et panneaux (Indice de classement : D63-013)
  - NF EN 16566 (juillet 2014) : Peintures et vernis - Enduits de peintures pour travaux intérieurs et/ou extérieurs – Adaptation des enduits aux normes européennes (Indice de classement : T30-608)

#### Autres normes applicables aux travaux du présent lot :

Toutes les autres normes énumérées aux annexes « Textes normatifs » et dans les textes des différents documents DTU applicables, cités ci-avant.

Normes concernant les dalles et carreaux

Les revêtements de sol de provenance étrangère devront répondre aux normes du pays de fabrication qui auront été classées EN ou ISO.

La référence de la norme devra figurer sur les emballages ou, à défaut, dans le catalogue du fabricant.

L'entrepreneur devra respecter, pour les ouvrages concernés, les « Règles professionnelles » acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits).

Cahiers des prescriptions techniques du CSTB (CPT)

CPT précisant les conditions particulières concernant les revêtements de sols minces sur planchers chauffants

- CPT - Chauffage par plancher rayonnant électrique - Cahier du CSTB 2908.
- CPT - Planchers réversibles à eau basse température - Cahier du CSTB 3164.

Cahier des prescriptions techniques (CPT) :

- Exécution des enduits de lissage et de ragréage autolissant destinés à la préparation des sols intérieurs pour la pose de revêtements de sol minces, Fascicule 2843
- Mise en œuvre des revêtements de sol textiles en dalles plombantes amovibles, Cahier no 2193

#### Règles professionnelles :

La liste de ces règles est publiée semestriellement sur le site de l'Agence Qualité Construction à l'adresse « <http://www.qualiteconstruction.com/c2p/regles-professionnelles-acceptees.html> » et l'entrepreneur est contractuellement réputé en avoir eu connaissance.

La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature dudit marché.

Pour les « Règles professionnelles » faisant l'objet d'une « mise en observation » (liste disponible à la même adresse), l'entrepreneur souhaitant mettre en œuvre l'un de ces produits ou procédé devra vérifier, auprès de son assureur, si celui-ci ne fait pas l'objet de conditions spéciales de souscription d'assurance.

Il devra, si c'est le cas, faire part par écrit au maître d'ouvrage de l'ouvrage concerné par cette mise en observation ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché.

- Règles professionnelles des revêtements durs :
  - Colle à revêtement de sol :
  - Revêtements de murs intérieurs en carreaux céramiques ou analogues collés au moyen de mortiers – colles ou d'adhésifs en travaux neufs – Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution (Cahiers du CSTB, Cahier 3265, octobre 2000) + Erratum 1 (Cahier 3351, juin 2001) + Modificatif 1 (Cahier 3510, octobre 2004) + Modificatif 2 (Cahier 3523, juin 2005) + Modificatif 3 (Cahier 3551, mai 2006)
  - Revêtements de sols intérieurs et extérieurs en carreaux céramiques ou analogues collés au moyen de mortiers-colles dans les locaux P3 au plus en travaux neufs - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution (Cahiers du CSTB, Cahier 3267, octobre 2000) + Modificatif 1 (Cahier 3525, juin 2005) + Modificatif 2 (Cahier 3553, mai 2006)
- Enduit de lissage et de ragréage :
  - Certification CERTIFIE CSTB CERTIFIED des enduits de sol – Document de référence (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3640, septembre 2008)
  - Exécution des enduits de sols intérieurs pour la pose de revêtements de sol – Travaux neufs – Cahier des prescriptions techniques (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3634, septembre 2008)
- Règles UNPVF.
- Règles professionnelles concernant l'utilisation des mastics pour l'étanchéité des joints du SNJF.
- Règles professionnelles pour la réfection des façades en service par revêtements à base de polymères, de l'UNPVF et SNJF.
- Règles GTFI (Groupement technique français contre l'incendie).
- Règles professionnelles de mise en œuvre des peintures intumescentes sur acier et de vernis et peintures intumescentes sur bois.

#### Textes législatifs :

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant le plomb, applicables au présent lot, le cas échéant.

Tous les autres textes législatifs et réglementaires peuvent être applicables aux travaux du présent lot.

#### Documents du CSTB :

- Brochure du CSTB - Dossier technique no 12 - Collection « Artisanat » - 1984. États de surface des subjectiles à peindre : enduits de plâtre, enduits de ciment et béton.
- Document du CSTB - Dossier technique no 18 - Collection « Artisanat ». Application d'un RPE sur supports existants imprégnés.

- Fascicule 2669 - Enduits monocouches d'imperméabilisation - Cahier des prescriptions techniques d'emploi et de mise en œuvre - Classification MERUC - Modalités d'essais.
- Cahiers du CSTB :
  - N° 1836 : Directives pour le classement P des produits de lissage de sols ;
  - N° 2182 : Revêtements de sols plastiques manufacturés - Directives de l'UEAtc, septembre 1987 ;
  - N° 2288 : Revêtements textiles manufacturés - Directives UEAtc, octobre 1988.
  - Cahier des charges de l'Office des asphaltes :
  - Fascicule 8 du Cahier des charges de l'Office des asphaltes.
  - RCT - HLM : Recommandations pour la conception technique des logements réalisés par ou pour les organismes d'HLM - RCT - article H-3.
- Enduit de lissage et ragréage :
  - Certification CERTIFIE CSTB CERTIFIED des enduits de sol – Document de référence (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3640-V2, novembre 2012)
  - Exécution des enduits de sols intérieurs pour la pose de revêtements de sol – Travaux neufs – Cahier des prescriptions techniques (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3634-V2, novembre 2012)
  - Exécution des enduits de sol intérieurs pour la pose de revêtements de sol - Rénovation – Cahier des Prescriptions Techniques (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3635-V2, novembre 2012)

#### Autres textes et documents :

- Produits antigraffiti permanents - « Certification » Tenue au vieillissement - NF T 30-049 d'avril 1995 (Peintures et vernis - Revêtement à usage extérieur - Essai de vieillissement artificiel).
- Protection des bétons par l'utilisation d'hydrofuge de surface d'antigraffiti ne modifiant pas l'aspect des parements. Annexe au cahier des prescriptions techniques des bétons de ciment blanc (édité par Betocib - Tél. 01 55 23 01 15).
- Clauses de garantie des travaux de peinture - Marchés publics. Brochure no 5560 - édité par GPEMPV (aujourd'hui dissous). Conditions dans lesquelles peuvent s'exercer des garanties de peinture sur structures métalliques, sur bois et dérivés du bois, sur éléments de maçonnerie et sur enduits.

•

#### 1.13 Pièces à fournir par l'entrepreneur

##### Avec son offre

L'entrepreneur devra fournir en annexe à son offre les pièces suivantes en un exemplaire :

- Un devis estimatif détaillé répondant aux différents postes du présent CCTP ;
- La DPGF (Détail des Prix Global et Forfaitaire) transmis ;
- Une documentation détaillée de tous les matériels, appareillages, etc., s'ils sont différents de ceux mentionnés à titre indicatif au présent CCTP ;
- Une notice énumérant les conditions de mise en œuvre particulières entraînant des contraintes particulières pour les autres corps d'état, le cas échéant ;
- Un descriptif détaillé avec documentation, dans le cas de matériaux de revêtement de sol différents de ceux préconisés au présent CCTP précisant :

- Leur classement UPEC ;
- Leur classification de réaction au feu ;
- Leur indice acoustique dBW ;
- Copie des Avis Techniques, Certifications, etc.
- Toutes autres pièces que l'entrepreneur jugera utiles à l'appui de son offre.
- Dans tous les cas, le contenu et la présentation de l'offre seront conforme au règlement de la consultation.
- Dans le cas de matériels ou équipements particuliers :
  - Une documentation avec toutes les caractéristiques techniques ;
  - Une liste de référence de ces matériels ou équipements.

#### En fin de travaux

Dans le délai fixé au CCAP ou à défaut huit jours avant la date fixée pour la réception, l'entrepreneur devra fournir le dossier des ouvrages exécutés.

Ce dossier sera à fournir en trois exemplaires ainsi que deux CDROM.

Ce dossier comprendra obligatoirement :

- Une note décrivant les installations réalisées avec leurs caractéristiques techniques ;
- Une nomenclature de tous les matériels et équipements installés avec leur marque, type et caractéristiques ;

Ce dossier comprendra également :

- Toutes les pièces écrites et tous les plans d'exécution, notes de calcul, etc.

#### 1.14 Études techniques - Plans d'exécution - Plans de réservations

Selon spécifications du CCAP, les études techniques et les plans d'exécution seront à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur aura à sa charge dans tous les cas, les plans et détails de mise en œuvre et de montage sur chantier :

- Les plans et détails de mise en œuvre et de montage sur chantier devront faire apparaître tous les détails et points particuliers de l'exécution que le maître d'œuvre jugera utile à la bonne marche du chantier ;
- Les plans d'exécution des ouvrages ;

Ces plans seront à soumettre au maître d'œuvre et au bureau de contrôle, le cas échéant, pour approbation. Cette approbation ne diminue en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui reste pleine et entière.

Le pouvoir calorifique de tous les matériaux mis en œuvre sera transmis par le preneur du présent lot. Ces informations seront transmises au bureau de contrôle.



## 2 Spécifications techniques générales Peinture/Revêtement de sol

### 2.1 Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- Pose en intérieur ou en extérieur ;
- Nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation ;
- Conditions particulières rencontrées pour le chantier ;
- Compatibilité des matériaux entre eux.

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères ci-dessus. Dans le cas contraire, il fera par écrit au maître d'œuvre les observations qu'il jugera utiles.

Le maître d'œuvre prendra alors les décisions à ce sujet.

### 2.2 Contrôle et réception des matériaux sur chantier

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériaux, fournitures sur chantier avant mise en œuvre.

Pour les produits et matériaux relevant d'un Avis Technique, d'une qualification NF ou d'une Certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage, et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits.

En ce qui concerne les autres matériaux, l'entrepreneur devra justifier leur conformité. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra faire réaliser des prélèvements et des essais par un organisme de son choix, aux frais de l'entrepreneur.

Les contrôles de conformité, et le cas échéant les essais, se feront dans les conditions définies aux « Documents contractuels » (cf. Chap. 2/1, point II).

Tous les matériaux défectueux et ceux non conformes le cas échéant, seront immédiatement remplacés.

### 2.3 Échantillons

Avant toute commande, l'entrepreneur devra fournir les échantillons de toutes les fournitures qu'il envisage de mettre en œuvre.

Pour les ouvrages de grandes dimensions, l'entrepreneur pourra présenter les documentations techniques détaillées.

### 2.4 Choix des teintes et/ou décors

Les teintes et/ou les décors seront au choix du maître d'œuvre dans la gamme du fabricant pour la catégorie du matériau concerné. Plusieurs teintes pourront être retenues dans le cadre du présent projet sans que cela fasse l'objet de plus-value par le preneur du présent lot (au choix du maître œuvre).

## 2.5 Choix des produits

Selon le cas, le choix des produits à mettre en œuvre est du ressort du maître d'œuvre, ou à proposer par l'entrepreneur.

Produit défini par le maître d'œuvre par une marque nommément désignée « ou équivalent »

L'entrepreneur aura la faculté de proposer au maître d'œuvre un produit d'une autre marque en apportant la preuve que ce produit est équivalent en tant que tenue dans le temps, robustesse, résistance, tenue des teintes, aspect du fini, possibilité de nettoyage, etc.

L'acceptation du maître d'œuvre des produits proposés par l'entrepreneur devra faire l'objet d'un accord écrit.

Produits à proposer par l'entrepreneur

L'entrepreneur proposera à l'agrément du maître d'œuvre les produits en fonction du résultat souhaité et des contraintes techniques, permettant d'atteindre les performances, tenue dans le temps, aspect du fini, etc., voulus.

## 2.6 Revêtement de sol

### 2.6.1 Spécifications particulières des matériaux et produits de revêtements de sol

#### Matériaux de revêtements de sol :

Ces matériaux devront répondre aux caractéristiques définies ci-après au présent CCTP, et être d'un classement UPEC correspondant au classement du local à revêtir.

Les teintes et décors éventuels devront correspondre à ceux de l'échantillon retenu par le maître d'œuvre. Dans un même local, les tons devront être uniformes et aucune différence de ton si minime soit-elle, ne sera tolérée.

Pour les matériaux en dalles, les dimensions nominales et les tolérances de calibrage seront celles définies par les normes en vigueur ; à défaut, l'appréciation en reviendra au maître d'œuvre.

#### Adhésifs :

Les adhésifs à utiliser devront répondre aux normes NF T 76-011 et ils seront choisis obligatoirement pour chaque type de revêtement de sol, dans la liste de ceux préconisés par le fabricant du revêtement de sol.

Ils devront être compatibles avec la nature et le type d'enduit de lissage appliqué.

Le respect des qualités des adhésifs et leur utilisation, conformes aux prescriptions du fabricant de l'adhésif, incombent respectivement à ce dernier et à l'entrepreneur, mais l'entrepreneur sera seul responsable envers le maître d'ouvrage.

Dans les cas particuliers où aucun type d'adhésif n'est préconisé par le fabricant du revêtement de sol, il incombera à l'entrepreneur de définir l'adhésif à utiliser, selon les critères suivants :

- Qualité d'accrochage sur le support ;
- Qualité d'accrochage sur le matériau à coller ;
- Compatibilités physique et chimique avec les supports et les matériaux ;
- Temps ouvert ;
- Temps de gommage ;
- Tack initial ;

- Vitesse de prise ;
- Quantités à utiliser ;
- Spatules et appareils nécessaires ;
- Qualité des colles : en milieu solvant, aqueuses, inflammables.

Quoi qu'il en soit, il ne faudra jamais utiliser une nouvelle colle sans avoir fait un essai préalable.

#### Revêtements caoutchouc :

Pour les revêtements de sol en caoutchouc non titulaires d'un classement UPEC, il incombera à l'entrepreneur d'apporter la preuve que le revêtement caoutchouc répond aux quatre critères UPEC exigés pour le local.

À défaut, le revêtement caoutchouc sera refusé.

#### Revêtements résilients

Les revêtements considérés sont ceux constitués d'une ou plusieurs couches compactes.

Les exigences concernent l'épaisseur totale et l'épaisseur de la couche d'usure ; elles sont fonction de la structure du revêtement et du taux de charges qui composent sa couche d'usure.

Les exigences sont les suivantes :

- Revêtements au plus moyennement chargés (groupes d'abrasion T, P ou M) :
  - o Épaisseur totale nominale  $\geq 2,00$  mm ;
  - o Épaisseur nominale couche d'usure  $\geq 0,70$  mm (groupe T),  $\geq 1,00$  mm (groupe P),  $\geq 1,5$  mm (groupe M) ;
- Revêtements fortement chargés (groupe abrasion F) :
  - o Épaisseur totale nominale  $\geq 2,5$  mm ;
  - o Épaisseur nominale couche d'usure  $\geq 2,00$  mm.

La détermination de l'épaisseur totale moyenne en laboratoire est réalisée conformément à la norme EN 428, celle de l'épaisseur moyenne de la couche d'usure conformément à la norme EN 429.

#### Enduits de lissage pour recevoir des sols collés :

Les produits pour enduits de lissage devront être de type adapté à la nature et à l'état du support d'une part, et à la nature et au type de revêtement de sol, d'autre part.

Ces produits seront exclusivement des produits livrés prêts à l'emploi, ceux préparés sur chantier ne seront pas admis.

Les produits pour enduits de lissage devront avoir fait l'objet d'un Avis Technique précisant son classement P1, P2 ou P3, classement au moins égal au classement UPEC du local à revêtir.

Le respect des qualités des adhésifs et leur utilisation conformes aux prescriptions du fabricant de l'adhésif, incombent respectivement à ce dernier et à l'entrepreneur, mais l'entrepreneur sera seul responsable envers le maître d'ouvrage.

Dans les cas particuliers où aucun type d'adhésif n'est préconisé par le fabricant du revêtement de sol, il incombera à l'entrepreneur de définir l'adhésif à utiliser, selon les critères suivants :

- Qualité d'accrochage sur le support ;
- Qualité d'accrochage sur le matériau à coller ;
- Compatibilités physique et chimique avec les supports et les matériaux ;
- Temps ouvert ;
- Temps d'ajustabilité ;
- Vitesse de prise ;
- Quantités à utiliser ;
- Spatules et appareils nécessaires ;
- Qualité des colles : en milieu solvant, aqueuses, inflammables.

### Colles

Le preneur devra se conformer aux prescriptions techniques et recommandations :

- Du fabricant de revêtement concernant le type et les caractéristiques de la colle à utiliser,
- Du fabricant de colle, concernant la conservation et la mise en œuvre de la colle, en fonction des caractéristiques du support (perméabilité, température, humidité, etc...).

### Ragréage

Le produit utilisé devra posséder un classement au poinçonnement du ragréage au moins identique au P du classement UPEC du revêtement collé, soit P2 au minimum et être attesté par un avis technique du C.S.T.B. en cours de validité.

### Produits pour traitements des joints

Ces produits seront généralement fournis par le fabricant. On distinguera, les produits pour traitement et soudure à froid, et les cordons d'apport pour soudure à chaud :

- Traitement et soudure à froid : Les produits seront des solutions incolores vinyliques, livrées en bidons, en flacons ou en tubes avec embouts applicateurs. Ces produits contiendront généralement des solvants très inflammables tels que le tétrahydrofurane (THF),
- Cordons d'apport pour soudure à chaud : ces cordons seront constitués d'un mélange de PVC plastifié plus ou moins chargé, coloré ou non.

### Profilés de finition

On distinguera principalement, les talonnettes (profilés permettant le relevé en gorge du revêtement) et les profils d'arrêt (permettant de recouvrir la tranche du revêtement).

Barres de seuil : Ce seront des bandes de forme extra plate en aluminium, résistante à la déformation.

### Mastic pour calfatage

Mastic généralement élastomère (silicone ou polyuréthane) utilisé pour le calfatage en rive du revêtement, aux joints des seuils, autour des pieds d'huissières et aux passages des canalisations.

Ces produits devront être compatibles avec la nature du revêtement.

## 2.6.2 Spécifications particulières concernant les autres matériaux et produits

### Liants hydrauliques :

Les natures et types de ciment et/ou de chaux seront choisis en fonction de l'usage auxquels ils sont destinés.

### Granulats :

Les granulats devront être conformes aux normes les concernant.

Pour les granulats de provenance locale ou régionale proposés par l'entrepreneur, celui-ci devra justifier leur conformité aux normes.

La nature, la catégorie (norme NF P 18-321 de mars 1998 - Adjuvants pour béton, montes et coulés - Méthodes d'essai), la classe granulaire, les caractéristiques, etc., des granulats devront toujours être adaptées à l'usage prévu, et l'entrepreneur en aura l'entière responsabilité.

### Matériaux pour chapes au mortier hydraulique :

Les sables et liants hydrauliques pour chapes, ainsi que les adjuvants éventuels autorisés, devront être conformes aux prescriptions du DTU 26.2, chap. 2, et répondre aux normes qui y sont citées.

Les chapes à prise rapide devront être réalisées avec un liant hydraulique spécial, titulaire d'un Avis Technique.

L'entrepreneur restera responsable de la composition des mortiers y compris dans les cas spéciaux consécutifs à des conditions particulières rencontrées ainsi que pour les matériaux pour lesquels le fabricant recommande un mortier particulier.

### Matériaux pour chapes à l'anhydrite :

Les chapes anhydrite relèvent de l'Avis Technique.

Les produits pour chapes anhydriques seront de provenance connue telle que :

- Knauf - 68190 - Ungersheim ;
- La Chape Liquide - 69700 - Saint-Pierre-de-Chandieu ;
- Maxit - 68180 - Horbourg-Wihr ;

Ou autres fournisseurs titulaires d'un Avis Technique à proposer par l'entrepreneur.

### Matériaux pour chapes autolissantes :

Les chapes liquides autolissantes devront avoir fait l'objet d'un Avis Technique ou d'un Agrément technique européen.

## 2.6.3 Réaction au feu des revêtements

Les étiquetages d'identification des produits et matériaux concernés devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal d'essai.

Les réactions au feu des produits et matériaux devront toujours répondre aux exigences de la réglementation de sécurité contre l'incendie, selon le type de locaux concernés.

Il incombera à l'entrepreneur de vérifier que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation sécurité contre l'incendie du local concerné.

En tout état de cause, il incombe à l'entrepreneur et à son fournisseur, d'apporter la preuve du classement au feu du produit et matériau concerné.

L'entrepreneur devra remettre le procès-verbal de classement délivré par un des six laboratoires agréés par le ministère de l'Intérieur (arrêtés du 28 août 1991 et du 3 octobre 1997). Ce document indique le classement « M » attribué. Outre les noms du produit et du fabricant, le document indique la composition du produit testé, la nature de l'essai et la durée de validité du procès-verbal. Il appartient au prescripteur de s'assurer que le produit choisi est conforme au revêtement classé au feu et que le document présenté est en cours de validité.

Futur système des Euroclasses en réaction au feu en Europe

La mise en place officielle du système harmonisé SBI (Single Burning Item) était prévue pour le 1er janvier 2001.

Une période de transition (3 à 5 ans) tolérera sur le marché français le classement « M » pour les produits de construction bâtiment. À la fin de cette période, seules les classes « SBI » seront en vigueur en Europe. Les futures Euroclasses s'échelonneront de A à F en fonction du niveau de performance observé des produits.

#### 2.6.4 État du chantier

La pose des revêtements de sol ne pourra être effectuée que si les différentes conditions sont toutes satisfaites, sauf instructions différentes du maître d'œuvre.

Ces différentes conditions à satisfaire sont énumérées aux DTU :

- Pour les revêtements de sol plastiques : DTU 53.2 - chap. 5.1 et 5.3 ;
- Pour les revêtements de sol textiles : DTU 53.1 - chap. 5.1 et 5.3.

#### 2.6.5 Supports livrés au présent lot

##### Nature des supports :

Les supports sur lesquels l'entrepreneur du présent lot interviendra sont de deux natures :

- Béton réalisé par le titulaire du lot gros œuvre (se reporter au lot concerné).
- Dallage existant.
- Faux plancher technique

Ces supports seront livrés au présent lot, conformes aux normes et/ou DTU qui les concernent.

État de surface et tolérances de planéité des supports

Selon les normes et/ou DTU qui leur sont applicables, les tolérances de planéité et l'état de surface des supports livrés devront être les suivants :

Selon DTU

##### Degré d'humidité des supports :

Les supports en béton ou mortier ne doivent pas au moment de la pose des revêtements de sol, présenter une humidité excédant 3 % (trois pour cent) de la masse sèche.

Pour les supports autres relevant de l'Avis Technique, les humidités maximales à respecter sont précisées sur l'Avis Technique.

### Réception des supports :

L'entrepreneur du présent lot devra procéder à la réception des supports devant recevoir les revêtements de sol.

Pour cette réception, l'entrepreneur du présent lot vérifiera que les supports répondent bien aux exigences des DTU, règles professionnelles, et normes qui leur sont applicables.

Les tolérances devant être respectées seront celles définies ci-avant.

Pour les supports en chape anhydrite, il y aura lieu de veiller à ce que l'entrepreneur ayant réalisé cette chape a bien enlevé la pellicule de surface par tous moyens à sa convenance, cette pellicule de surface même d'apparence dure ne pouvant en aucun cas rester en place.

Cette réception sera faite en présence du maître d'œuvre, de l'entrepreneur ayant réalisé les supports et de l'entrepreneur du présent lot.

### Supports non conformes :

En cas de supports ou parties de supports non conformes, l'entrepreneur du présent lot fera par écrit au maître d'œuvre, ses réserves et observations avec justifications à l'appui.

Il appartiendra alors au maître d'œuvre de prendre toutes décisions en vue de l'obtention des supports conformes.

Le maître d'œuvre pourra être amené à prescrire des travaux complémentaires nécessaires.

Selon leur nature, ces travaux complémentaires seront réalisés, soit par le lot ayant exécuté les supports, soit par le présent lot, mais les frais en seront toujours supportés par l'entrepreneur ayant exécuté les supports.

### 2.6.6 Travaux préparatoires

Avant tout commencement de travaux, le présent lot aura à effectuer un nettoyage parfait du support, pour obtenir une surface débarrassée de tout ce qui pourrait nuire à la bonne adhérence du revêtement de sol.

Le présent lot aura toujours à exécuter avant toute pose de revêtement, une préparation du support par un enduit de lissage.

Le choix du type de produit à employer pour cet enduit de lissage sera du ressort de l'entrepreneur. Ce choix sera fonction de la nature et de l'état du support, de la nature du revêtement de sol prévu, des éventuelles conditions particulières du chantier et du classement UPEC du local considéré.

Cet enduit de lissage sera réalisé dans les conditions précisées au Chapitre 5.2 des DTU 53.1 et 53.2.

L'entrepreneur devra toujours mettre en œuvre la quantité d'enduit de lissage nécessaire pour satisfaire aux tolérances de planéité exigées, en partant du support qu'il aura accepté.

## 2.6.7 Tolérance d'exécution des revêtements de sol

### Horizontalité :

Dénivellation sous une règle de 2,00 : 5 m/m

Dénivellation cumulée à l'intérieur d'une pièce : 7,5 m/m

### Planéité :

Sous une règle de 2,00 m : 5 m/m

Sous une règle de 0,20 m : 2 m/m

Hauteur des saillies : 1 m/m

## 2.6.8 Règles de mise en œuvre des revêtements de sol

### Revêtements de sol en plastique :

Les revêtements de sol et de marches d'escaliers en plastique, ainsi que les rives et seuils, seront mis en œuvre dans les conditions précisées au Chapitre 6 du DTU 53.2, et conformément aux prescriptions du fabricant.

Les revêtements en dalles plombantes en plastique, seront, pour bénéficier pleinement de l'avantage d'amovibilité, liés au support par des produits à base de résine synthétique en dispersion permettant à la fois un non-glissement des dalles et une dépose très aisée.

Les autres revêtements de sol seront collés en plein sur le support, à simple ou à double encollage selon le type de revêtement de sol mis en œuvre. La quantité d'adhésif employée sera telle qu'elle assure une adhérence parfaite du revêtement, sans toutefois, que par suite de surabondance d'adhésif, celui-ci ne reflue par les joints. En tout état de cause, la mise en œuvre du revêtement de sol devra être réalisée conformément aux prescriptions de mise en œuvre de l'Avis Technique ou à défaut suivant celles du fabricant.

Dans certains cas, en fonction de la nature du support, il sera à appliquer un primaire avant collage du revêtement.

### Soudures des joints :

La soudure à froid sera à réaliser suivant les prescriptions du fabricant.

Les exigences P3 dynamiques sont satisfaites si la soudure résiste à une traction de 8 daN/cm.

La soudure à chaud doit s'effectuer 24 h après la pose.

Le traitement peut être manuel ou mécanique, avec dans les deux cas utilisation d'un cordon d'apport.

Le mode d'exécution de la soudure devra être conforme aux prescriptions du fabricant. Pour les locaux classés E3, la remontée en plinthe avec soudure à chaud est obligatoire.

### Calfatage après pose des revêtements :

Les calfatages seront à réaliser en rives, au droit des découpes au pied des huisseries, au passage des fourreaux et tuyauteries, au droit des seuils et autres points particuliers, le cas échéant. Ils devront être soigneusement réalisés.



Ces calfatages seront réalisés en mastic élastomère, compatible avec la nature du matériau de revêtement de sol.

Le mastic devra être de même ton que le revêtement de sol.

#### Revêtements de sol plastiques dans locaux classés E3 :

La mise en œuvre devra être réalisée conformément aux prescriptions de l'article 6.512 du DTU 53.2.

Pour les revêtements de sol plastiques en pose étanche, l'entrepreneur devra avoir souscrit un avenant à sa police d'assurance pour « Garantie décennale de pose ».

#### Dispositions applicables à la pose de revêtements de sol électro-conducteurs :

Les dispositions à prendre seront celles préconisées par le fabricant des revêtements de sol antistatiques, ou à défaut celles énoncées au Chapitre 7 du DTU 53.2.

### 2.6.9 Prescriptions diverses pour la mise en œuvre des revêtements de sol minces

#### Traçage et implantation des revêtements en dalles :

Les tracés et les alignements seront déterminés de manière à permettre une exécution avec un minimum de coupes. Les coupes inévitables devront toujours se faire en rives de revêtements.

Les alignements devront toujours être symétriques par rapport à l'axe du local.

#### Calepinage :

Dans le cas de calepinage, l'entrepreneur devra examiner le dessin de calepinage qui lui aura été remis par le maître d'œuvre.

En cas d'observations de sa part, l'entrepreneur les fera par écrit au maître d'œuvre. Une mise au point sera alors effectuée par le maître d'œuvre en accord avec l'entrepreneur.

- L'exécution devra être réalisée avec la plus grande exactitude.
- Dans le cas de dalles coupées en diagonale et assemblées pour ne plus former qu'une seule dalle, le raccord devra être parfait.
- Les coupes devront être réalisées à l'aide d'outillage spécifique à ce type de travaux.

#### Niveau des sols finis :

Les différents revêtements de sol (parquets, carrelages, sols textiles, sols plastiques, etc.) devront toujours être au même niveau au droit des jonctions, et présenter un affleurement parfait.

Toutes dispositions devront être prises à ce sujet, en accord avec les entrepreneurs des corps d'état concernés.

#### Raccords :

Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entrepreneur du présent lot aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les raccords de revêtements de sol au droit des passages de tuyaux ou autres, afférents aux travaux des autres corps d'état.

Dans le cas de raccords à réaliser par suite de retard d'exécution d'un corps d'état, les raccords seront effectués par le présent lot aux frais du corps d'état responsable.

### Joint de dilatation :

Dans le cas où des revêtements collés seront à poser au droit des joints de dilatation, le présent lot devra les respecter lors de la pose du revêtement.

Pour l'exécution de ces joints, l'entrepreneur soumettra au maître d'œuvre avant le début des travaux, les dispositions qu'il compte prendre pour cette exécution.

Quelle que soit la solution adoptée, les joints devront être étanches aux eaux de lavage.

### Couvre-joints de seuils et autres :

Dans le cas où le présent lot aura à sa charge la fourniture et pose de couvre-joints métalliques au droit des jonctions de sols de natures différentes, ceux-ci seront soigneusement coupés de longueur et ajustés dans la feuillure de l'hubriserie ou du bâti. Ils seront obligatoirement disposés dans l'axe de l'épaisseur de la porte.

Ils seront fixés par vis à tête fraisée disposées dans l'axe du couvre-joint à espacement régulier. Les têtes de vis seront toujours en métal de même aspect et traitement que le couvre-joint.

Dans le cas de couvre-joints en plastique, ceux-ci seront collés avec l'adhésif préconisé par le fabricant.

### Entailles, découpes, etc. :

Toutes les entailles et découpes au droit des tuyauteries ou autres, devront être très soigneusement ajustées, tout élément comportant une découpe mal ajustée, ou fendue ou détériorée lors du découpage, sera immédiatement à remplacer.

#### 2.6.10 Caractéristiques des revêtements de sols finis

Les revêtements de sols finis devront présenter un aspect net et parfaitement fini, sans aucune tache ni salissure, de couleur et de ton uniformes et réguliers, l'ensemble conforme aux prescriptions du présent CCTP.

En ce qui concerne la planéité, les tolérances admises sont celles précisées à l'article 6.7 du DTU 53.2, pour tous les types de revêtements plastiques et textiles.

Pour les revêtements de sol en dalles, la tolérance d'alignement admise est la suivante :

- Alignement : une règle de 2,00 m posée à plat ne devra pas faire apparaître de différence dans l'alignement des joints supérieurs à 1 (un) millimètre.

Toutes les parties de revêtements de sol accusant des défauts tels que décollements, boursoffures, bosses ou flaches supérieurs aux tolérances admises, alignements de joints incorrects, joints ouverts, coupes et ajustages mal réalisés, etc., seront refusés, déposés et refaits par l'entrepreneur à ses frais.

#### 2.6.11 Nettoyage et protection des revêtements finis

Immédiatement après la pose, les revêtements de sol seront soigneusement nettoyés à l'aide de produits adéquats par le présent lot, et ce dernier devra en assurer la protection jusqu'à sa réception.

Dans certains cas, en fonction des conditions particulières du chantier, le présent lot pourra se trouver amené, et plus particulièrement pour les sols textiles, d'assurer une protection absolument efficace, soit par mise en place d'un film plastique collé aux joints par bandes adhésives, soit par tout autre moyen efficace.

#### 2.6.12 Entretien

En fin de travaux, dans le cadre du DOE (Dossier des ouvrages exécutés), l'entrepreneur devra obligatoirement remettre :

- La notice d'entretien ;
- La liste des produits d'entretien du commerce préconisés pour chaque type de revêtement de sol posé, tant pour les revêtements à surface traitée que pour les autres.

### 2.7 Peinture

#### 2.7.1 Sujétion particulières liées aux ouvrages de peinture

##### Reconnaissance des subjectiles

Les surfaces devant recevoir l'application des couches de peinture sont examinées par le Peintre, en présence des entrepreneurs intéressés et du Maître d'Œuvre.

Cette reconnaissance des différents subjectiles sera entreprise avant tout commencement d'exécution des travaux de peinture. L'entrepreneur du présent corps d'état doit éventuellement formuler les réserves qu'il considère comme indispensables à la bonne réalisation de ses ouvrages, faute de quoi il sera responsable de la tenue de ses ouvrages ou de la mauvaise finition des surfaces.

Ces réserves doivent être présentées par écrit au Maître d'Œuvre qui décide en dernier ressort des responsabilités respectives des entreprises.

##### Sur les ouvrages neufs

Les défauts tels que fissures, dénivellations, faux aplomb, enduit grillé, plâtre mort, etc. sont refaits ou rectifiés suivant la nature de la malfaçon, par l'Entrepreneur concerné et les travaux de peinture afférents repris par le présent corps d'état.

Dans tous les cas, ces frais de réfection incombent à l'entrepreneur défaillant.

Les classes de finitions demandées seront de type « A, B ou C », telles que définies à l'article 4 du DTU n° 59.1, dénommé « Tableaux de travaux préparatoires et de finition ».

##### Préparation des supports

Classement des finitions A, B et C :

- FINITION "C" : Le film de peinture couvrira le subjectile, il lui apporte un coloris, des défauts locaux de pouvoir masquant et de brillance sont tolérés. Ce niveau correspond à l'ancienne appellation "finition élémentaire".
- FINITION "B" : Cet état de finition est défini par nature de subjectile. La planéité générale initiale n'est pas modifiée. Ce niveau correspond à l'ancienne appellation "finition courante".
- FINITION "A" : Cet état de finition est défini par nature de subjectile. La planéité finale avec un rechampissage ne présentant pas d'irrégularités. Ce niveau correspond à l'ancienne appellation "finition soignée".

### Marques

Il est rappelé à l'entreprise que le choix des marques et des produits est de sa responsabilité pleine et entière et éventuellement de la responsabilité conjointe du fabricant.

Aussi les marques et type de peinture éventuellement préconisés par la maîtrise d'œuvre dans la suite de ce document sont donnés à titre indicatif et le fait de les employer ne dégage en rien l'entreprise de sa responsabilité professionnelle.

L'entreprise devra néanmoins proposer, à minima, des peintures bénéficiant des marques NF Environnement, Ange Bleu, Ecolabel européen ou de toute autre marque environnementale équivalente.

### Garantie

Le délai de garantie de bonne tenue pour chaque catégorie de peinture est fixé à deux ans.

L'entrepreneur ne sera déchargé de son obligation d'entretien gratuit pendant le délai de garantie, que pour des causes ne dépendant ni des matériaux, ni de leur condition de mise en œuvre (destruction, dégradation, malveillance, etc.).

### 3 Description des ouvrages

Les quantités qui peuvent être renseignées ci-après sont données à titre indicatifs et devront être impérativement vérifiées par le titulaire du présent lot qui est seul responsable des quantités chiffrées. Elles ne pourront EN AUCUN CAS faire l'objet de demande de travaux supplémentaires

#### 3.1 Etat des lieux

Les revêtements muraux de la zone sont en revêtements PVC en lès, collés et soudés. Ils sont plutôt en bon état mais nécessite un nettoyage et une révision des joints, certaines soudures de lès étant dégradées.

Les revêtements de sols de la zone sont en revêtements PVC en lès, collés et soudés. Certains sont vétustes, tels que ceux des sas, ou dégradés, à la suite de la suppression d'une conduite d'évacuation.



#### 3.2 Installation de chantier

##### 3.2.1 Respect du voisinage

L'entreprise devra, en vue du respect du voisinage, n'employer et cela même dans l'enceinte du chantier que du matériel insonorisé, faute de quoi le Maître d'Oeuvre peut en demander le changement.

##### 3.2.2 Evacuation des gravois / Approvisionnement chantier.

L'évacuation et l'approvisionnement se feront en horaires décalés.

##### 3.2.3 Base vie

Voir CCTL.

##### 3.2.4 Bennes à gravois

Les bennes sont fournies et gérées par le lot n°1.

#### 3.3 Description des ouvrages revêtement de sol

##### 3.3.1 Dépose/Evacuation

Le revêtement de sol ainsi que les revêtements muraux auront été préalablement déposé par le lot n°1.

##### 3.3.2 Préparation des supports

Le preneur devra réceptionner l'ensemble des supports mis à disposition par le lot n°01. En cas de non-réception, le preneur devra la préparation de l'ensemble de ces supports avant la réalisation du ragréage.

Avant toute exécution de prestations ou pose de matériaux, l'entreprise devra le nettoyage et le dépoussiérage des supports, compris le balayage ainsi que le nettoyage complet des locaux. Les travaux préparatoires suivants seront exécutés :

- Préparation des supports (nettoyage, ragréage),
- Grattage dans tous les cas, et élimination de surface non adhérente,
- Ponçage, si nécessaire,
- Dépoussiérage à l'aspirateur industriel,

Les supports devront être propres, parfaitement surfacés, exempts de toutes traces d'huile, de graisse, de peinture, de plâtre, de toutes pulvérulences, de tout corps qui pourrait nuire à l'adhérence des revêtements de sols. Les supports seront sains, secs, propres, et devront avoir une bonne résistance mécanique.

### 3.3.3 Mise en œuvre d'un revêtement de sol

Le projet comprend le remplacement du revêtement de sol de toutes les pièces présentes dans l'emprise du projet.

Fourniture et pose d'un revêtement de sol polychlorure de vinyle de type IQ Optima de chez Tarkett ou équivalent, comprenant :

Traitement polyuréthane de base pour supprimer toute métallisation.

Traitement fongistatique et bactériostatique dans la masse.

- ✓ Classement : U4-P3-E 2/3-C2
- ✓ Réaction au feu : Bfl-s1
- ✓ Groupe d'abrasion certifié : P
- ✓ Teneur en agent liant : type I
- ✓ Epaisseur : 2.00 mm
- ✓ Poinçonnement :  $\leq 0.1$  mm
- ✓ Lés de dimension : 25 ml x 2

Pose collée à joints soudés à chaud par cordon d'apport.

Mise en œuvre suivant prescriptions du fabricant, avec remontée en plinthes sur une hauteur de 10 cm.

Façon d'arrêt du revêtement en tête, et talon arrondi.

Y compris découpes et adaptations au niveau des angles.

La finition entre le revêtement de sol PVC existant et le revêtement de sol nouvellement posé se fera par soudure.

Coloris au choix du Maître d'Œuvre, dans la gamme du fabricant.

Dans le local « Laverie », le revêtement de sol devra également traité anti-dérapant.

## 3.4 Description des ouvrages peinture

### 3.4.1 Peinture de sol

Sans objet.

### 3.4.2 Vernis sur menuiseries bois

Sans objet.

### 3.4.3 Peinture sur métaux

Application de peinture acrylique sur métallerie, y compris application d'une couche de protection antirouille.

Etat de finition recherchée : finition soignée.

Teintes au choix de la MOA dans la gamme du fabricant, sans limitation.

Localisation : Ensemble des ouvrages métalliques du projet et notamment bloc-portes métalliques etc...

### 3.5 Revêtements muraux

Le projet prévoit la fourniture et pose de revêtements muraux type Mural Calypso de chez Gerflor ou équivalent, comprenant :

- Préparation des supports (nettoyage, ponçage, époussetage...),
- Revêtement multicouches,
- Classé Bs2d0 (M1),
- Coloré dans la masse,
- Panneaux de 30,00 x 2 m
- Epaisseur 0.92 mm
- Epaisseur couche d'usure : 0.1 mm
- Surface lisse
- Antibactérien
- Hauteur : 2.5 m.

Mise en œuvre par encollage suivant les prescriptions du fabricant, compris coupes, découpes, pertes, chutes, soudures à chaud entre panneaux par cordons de soudure assortis à la couleur des panneaux, traitement des joints entre panneaux et relevés de sol en plinthe, traitement des angles rentrants et sortants, tous détails, sujétions et plus-value de mise en œuvre et d'exécution suivant les prescriptions du fabricant, normes et DTU.

Coloris : Au choix de la MOA.

### 3.6 Révision protections murales

Le preneur du présent lot devra la révision des joints des revêtements muraux existants et conservés ainsi que leur nettoyage.

### 3.7 Etiquetage

Le preneur du présent lot devra la fourniture et pose d'étiquettes rigides pour la numérotation des nouvelles portes.

### 3.8 Nettoyage

Le preneur du présent lot devra un nettoyage quotidien du chantier durant les travaux. Le chantier devra être tenu rigoureusement propre.

Tous les ouvrages mis en œuvre par le présent lot seront nettoyés avant la réception des travaux.

De plus, le preneur du présent lot devra provisionner 3 nettoyages complets des locaux comprenant les sols, les murs et portes durant les travaux.

Il devra également un nettoyage final à la fin du chantier de tous les supports indiqués ci-dessus.

- ✓ Aspiration des poussières
- ✓ Nettoyage au linge humide

Les nettoyages interviendront sur demande de la Maîtrise d’ouvrage ou de la Maîtrise d’œuvre.

### 3.9 Compte prorata

Sans objet.

### 3.10 Limites de prestations

Se référer au document prescription communes.